

<https://divergences.be/spip.php?article4482>



# **Afro-Américains : soyez attentifs aux raids de l'ICE dans l'Oklahoma !**

- Aujourd'hui - 2026 - mars 2026 -

Date de mise en ligne : mercredi 25 février 2026

---

**Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés**

---

Origine [Newsone](#).

10 février 2026

Pourquoi les Afro-Américains devraient être attentifs aux raids de l'ICE et aux réseaux criminels mondiaux dans l'Oklahoma. Ce qui se passe dans l'Oklahoma nous rappelle que ce pays n'a jamais mis en place un système répressif qui se soit limité à sa cible initiale.



La plupart des Américains ignorent que deux affaires criminelles complètement différentes se déroulent simultanément en Oklahoma.

L'une est transnationale, violente, financièrement sophistiquée et liée à des réseaux bancaires clandestins mondiaux, à l'exploitation de la main-d'œuvre et à des réseaux criminels organisés opérant dans plusieurs États et pays. L'autre est nationale, très visible, politiquement théâtrale et se déroule dans le cadre d'opérations fédérales de contrôle de l'immigration, balayant des autochtones qui ne devraient même pas être concernés par l'idée même d'expulsion.

### **Conversations tendance**

L'Oklahoma n'est pas seulement un lieu. C'est un lieu de collision entre plusieurs souverainetés volées et une zone de convergence entre le pouvoir fédéral, la violence raciale, le vol de terres, le chaos juridictionnel et la vulnérabilité sanctionnée par l'État, qui comprend l'expulsion des autochtones, l'expansion des colons, la répression de la contrebande pendant la prohibition, l'expérimentation carcérale et, plus tard, les régimes de terreur raciale qui se sont superposés les uns aux autres comme des sédiments.

L'Oklahoma est l'endroit où les États-Unis ont testé à plusieurs reprises jusqu'où ils pouvaient pousser les contradictions juridiques en matière de race, de souveraineté et de violence étatique.

Bien avant les débats sur la légalisation de la marijuana, l'Oklahoma était déjà un laboratoire pour l'application de la prohibition. L'interdiction de l'alcool a donné naissance à des marchés noirs et à des réseaux criminels organisés. Elle a permis la mise en place de systèmes d'application de la loi qui ont renforcé la surveillance et le pouvoir policier de l'État, sans pour autant démanteler les structures financières qui alimentent ce commerce. L'histoire mouvementée de cet État nous a montré que la criminalisation n'efface pas la demande. Elle ne fait que réorganiser qui en tire profit et qui est contrôlé par la police.

Mais les contradictions de l'Oklahoma ne datent pas de la prohibition. Elles étaient déjà présentes bien avant que l'État ne soit officiellement créé en 1907.

Pendant la déportation des Indiens, les Noirs réduits en esclavage ont été contraints de se diriger vers l'ouest le long du « sentier des larmes », aux côtés des nations tribales qui les avaient réduits en esclavage. Plusieurs tribus se sont battues pour préserver l'esclavage et, après l'émancipation, les communautés de Noirs affranchis se sont retrouvées dans un environnement violent où la liberté coexistait avec l'exclusion, les traités rompus et les définitions changeantes de l'identité raciale, de la citoyenneté et de l'appartenance. Certaines familles noires ont néanmoins réussi à accumuler des richesses foncières. En fait, l'Oklahoma a connu autrefois quelque chose de presque inimaginable dans l'histoire américaine : des enfants noirs qui étaient des propriétaires fonciers légaux.

### **Puis la terreur blanche s'est abattue sur eux aussi.**

Des milliers de propriétaires fonciers noirs ont été escroqués, fraudés et violemment chassés de leurs propriétés par des escroqueries liées à la tutelle, des manipulations juridiques et des actes de violence pure et simple, notamment des stratagèmes visant spécifiquement les enfants noirs propriétaires fonciers. Puis vint Tulsa.

La destruction de Black Wall Street n'était pas seulement une émeute. Il s'agissait également d'un vol organisé et de l'effacement coordonné de l'une des communautés noires les plus puissantes économiquement du pays, soutenu par l'indifférence de l'État et, dans de nombreux cas, par la participation de l'État.

C'est sur ce terreau que l'Oklahoma s'est construit : l'expulsion superposée à l'esclavage, superposée au vol des terres noires, superposée aux marchés criminels de la prohibition et superposée à l'expansion moderne des forces de l'ordre.

### **Maintenant, faisons un bond en avant jusqu'en 2026.**

Lorsque tu liras ce que je vais te raconter sur ce qui se passe aujourd'hui en Oklahoma, sache que je ne parle pas seulement de débats politiques isolés. Ce que nous allons examiner, c'est un endroit où les États-Unis ont historiquement testé jusqu'où ils pouvaient étendre la loi, le pouvoir et la violence raciale à différentes populations.

### **Deux histoires se déroulent.**

En 2024, ProPublica a publié un rapport d'enquête qui va vous couper le souffle. Il expose en détail comment l'Oklahoma est devenu l'un des centres les plus importants de l'économie illicite du cannabis aux États-Unis.

Les forces de l'ordre et les journalistes d'investigation ont recensé des milliers de cultures illégales liées à des réseaux criminels étrangers, dont une grande partie est connectée à des groupes criminels organisés chinois. Ces réseaux ne fonctionnent pas comme des dealers de rue. Ils fonctionnent comme des multinationales avec des portefeuilles criminels qui comprennent la production de marijuana, le blanchiment d'argent, les opérations bancaires clandestines, la traite des êtres humains, le trafic de migrants, les réseaux de prostitution liés au contrôle du travail, la fraude documentaire et les stratagèmes financiers à grande échelle qui recourent l'argent de la drogue des cartels latino-américains.

Il s'agit de milliards de dollars et d'une architecture financière clandestine capable de transférer de l'argent d'un continent à l'autre. Il s'agit de réseaux si disciplinés que les autorités fédérales se sont ouvertement émerveillées du peu de conflits internes qui existent, compte tenu des sommes en jeu.

Depuis l'enquête de ProPublica, les autorités affirment avoir lancé des opérations de répression, fermé des centaines de cultures illégales, saisi d'énormes quantités de produits et procédé à des arrestations liées à ces réseaux. Mais les autorités reconnaissent également que, malgré ces mesures répressives, les réseaux sont très adaptables, changeant d'emplacement, faisant appel à des prête-noms et se reconstituant presque aussi rapidement que leurs opérations sont démantelées.

Les audiences du Congrès ont tiré la sonnette d'alarme sur les implications pour la sécurité nationale des flux financiers criminels transnationaux transitant par le marché noir du cannabis. Les responsables des forces de l'ordre ont averti que l'ampleur de l'économie souterraine liée à la marijuana illicite dans le seul État de l'Oklahoma atteint des dizaines de milliards de dollars par an. En d'autres termes, la pression exercée par les forces de l'ordre n'a pas éliminé l'infrastructure. Elle l'a, au mieux, ralentie en partie.

Bon nombre des travailleurs employés dans ces systèmes de culture illégaux sont eux-mêmes des victimes, notamment des migrants clandestins, des travailleurs asservis par la dette, des personnes travaillant sous surveillance, derrière des clôtures, sous la garde de gardes armés, et vivant parfois dans des conditions si mauvaises que les forces de l'ordre ont décrit avoir marché dans ce qu'ils pensaient être de la boue avant de se rendre compte qu'il s'agissait en fait de déchets humains. Il ne s'agit pas seulement d'un « crime lié à la drogue ». Il s'agit d'une exploitation mondiale de la main-d'œuvre et d'une infrastructure financière criminelle qui opère au grand jour au cœur même des États-Unis.

### **Maintenant, comparez cela à ce que font les services fédéraux d'immigration dans et autour des communautés tribales.**

Les chefs tribaux autochtones de l'Oklahoma avertissent que les services fédéraux d'immigration arrêtent, interrogent et, dans certains cas, détiennent des citoyens autochtones sur ou à proximité des terres tribales. L'ICE oblige les communautés autochtones à demander à leurs membres de porter sur eux des documents prouvant leur identité, simplement pour éviter d'être pris dans des opérations d'immigration sur des terres que leurs nations gouvernent depuis avant même la création des États-Unis.

Permettez-moi d'être plus direct : au moment même où les autorités mettent en garde contre des organisations criminelles mondiales qui brassent des milliards grâce à des réseaux clandestins sophistiqués, les citoyens autochtones de l'Oklahoma se voient demander de garder leurs papiers sur eux au cas où des agents fédéraux leur demanderaient s'ils ont le droit d'être ici.

Si cette contradiction ne vous interpelle pas, elle devrait. Car il ne s'agit pas seulement de crime organisé. Et il ne s'agit pas seulement d'immigration. Il s'agit de savoir qui ce pays considère instinctivement comme une menace et qui il traite comme une population qui doit constamment prouver qu'elle a le droit d'exister à l'intérieur de ses propres frontières.

Les chefs tribaux affirment qu'ils n'ont pas été informés lorsque les opérations fédérales d'immigration ont été menées sur ou à proximité des territoires indiens. Ils affirment avoir appris par les publications de leurs propres citoyens sur les réseaux sociaux que les agents de l'ICE interpellaient des personnes, les interrogeaient et, dans certains cas, les détenaient d'une manière que les responsables tribaux qualifient de profilage racial.

Les gouvernements tribaux publient des déclarations rappelant aux autorités fédérales que les citoyens tribaux ne sont pas soumis à la juridiction en matière d'immigration. Les conseils intertribaux exigent une consultation officielle entre gouvernements. Certaines tribus conseillent à leurs citoyens de porter en permanence sur eux leur certificat de sang indien. Il s'agit là d'une directive qui touche différemment les descendants des affranchis noirs, qui ont passé

des générations à lutter contre les efforts visant à utiliser les règles du quantum sanguin et de la citoyenneté « par le sang » pour les exclure des registres tribaux, alors même que leurs ancêtres ont été réduits en esclavage par ces mêmes nations tribales et contraints de partir vers l'ouest le long de la Piste des larmes.

**En 2026, les citoyens autochtones sont invités à porter sur eux des documents prouvant leur identité afin d'éviter une éventuelle détention par le gouvernement fédéral.**

L'absurdité juridique est ici évidente. Il n'existe aucune destination légale vers laquelle expulser les citoyens autochtones américains. Il n'y a aucun « retour » vers lequel les renvoyer. Mais le problème plus profond n'est pas la logistique de l'expulsion. Il réside dans le contact avec le pouvoir étatique. Il réside dans le fait que les activités répressives fédérales sont structurées de manière à donner aux communautés autochtones le sentiment qu'elles se trouvent dans la zone à risque de l'application des lois sur l'immigration.

C'est là que la contradiction cesse de ressembler à une incohérence politique et commence à ressembler à un schéma. Car au moment même où les autorités fédérales, étatiques et locales mettent en garde contre les réseaux criminels transnationaux qui génèrent des milliards de dollars de revenus illégaux, exploitent la main-d'œuvre migrante, blanchissent l'argent des cartels et mettent en place des systèmes financiers clandestins qui menacent la sécurité nationale, les mesures d'application de la loi les plus visibles pour les citoyens ordinaires sont les contrôles d'identité, les rafles et la planification d'infrastructures de détention qui touchent les citoyens autochtones.

Soyons très clairs sur un point. Les différentes agences fédérales ont des mandats différents. L'ICE n'est pas la DEA. Les enquêtes sur les crimes financiers ne sont pas les mêmes que les opérations de contrôle de l'immigration. Les affaires criminelles transnationales complexes peuvent prendre des années à monter. Tout cela est vrai. Mais cela n'efface pas la contradiction publique. Car ce que l'on dit au public, c'est que les contrôles visent « les pires criminels ». Mais ce que le public voit souvent, ce sont des opérations de contrôle de masse menées contre des populations plutôt que le démantèlement lent et invisible de systèmes financiers criminels.

La visibilité est une forme de pouvoir en soi. Les rafles génèrent des chiffres, des gros titres et des images de contrôles en cours. Les enquêtes financières sur la criminalité transnationale génèrent des dossiers, des virements bancaires et des actes d'accusation scellés que le public voit rarement. Les uns deviennent une preuve politique de fermeté. Les autres deviennent un travail invisible au sein du système.

Ajoutez à cela l'histoire, et la contradiction devient encore plus flagrante. Les États-Unis sont un État colonisateur qui applique la loi sur l'immigration sur des terres prises à des nations autochtones souveraines.

Ainsi, lorsque les citoyens autochtones commencent à sentir qu'ils doivent prouver qu'ils ont leur place ici pour éviter la détention, cela met en évidence une tension fondamentale que ce pays n'a jamais complètement résolue, à savoir : qui décide qui a sa place à l'intérieur des frontières qui ont été construites sur des nations qui n'ont jamais immigré ici au départ ? C'est une réalité vécue lorsque les chefs tribaux lancent des avertissements publics sur le profilage racial potentiel et les violations de la souveraineté.

Il existe également un autre danger à raconter ces histoires séparément. Lorsque les histoires de crime organisé impliquant des réseaux chinois sont couvertes sans mettre l'accent de manière égale sur l'exploitation des travailleurs et les victimes de la traite, ces histoires peuvent être utilisées comme des arguments xénophobes plutôt que comme des récits sur la criminalité structurelle. Et lorsque les histoires relatives à l'application des lois sur l'immigration sont présentées uniquement sous l'angle de la sécurité publique, sans contexte historique ou souverain, elles peuvent effacer les enjeux en matière de droits civils et de juridiction pour les communautés autochtones.

Parallèlement, le paysage économique sous-jacent à tout cela est énorme. Le boom du cannabis en Oklahoma a remodelé les marchés fonciers, l'utilisation de l'eau, les systèmes électriques, le marché immobilier et les flux de main-d'œuvre. Dans le même temps, les projets de centres de détention remodelent les économies locales grâce à des contrats fédéraux, à la construction et à la création d'emplois dans le secteur carcéral. Il s'agit là de deux formes très différentes d'empreinte fédérale qui façonnent simultanément la même région géographique.

**Alors, où se situent les Noirs dans tout cela ?**

**Au milieu, que nous le voulions ou non.**

Car les Noirs américains comprennent quelque chose que ce pays continue de prétendre être nouveau : les systèmes qui prétendent cibler les « criminels » s'étendent presque toujours jusqu'à ce que des communautés entières soient traitées comme suspectes sur le plan administratif. Nous vivons selon cette logique depuis des siècles. Des patrouilles d'esclaves aux codes noirs, en passant par les lois sur le vagabondage, la guerre contre la drogue, la police prédictive, les bases de données sur les gangs et la surveillance des « zones à forte criminalité », le discours porte toujours sur la criminalité. La réalité concerne toujours la gestion des populations.

C'est pourquoi ce qui se passe en Oklahoma n'est pas seulement une histoire autochtone. Et ce n'est pas seulement une histoire d'immigration. Cela nous rappelle que ce pays n'a jamais mis en place un système répressif qui soit resté confiné à sa cible initiale.

L'Oklahoma a toujours été un lieu où les États-Unis expérimentent la dépossession à plusieurs niveaux. Le déplacement des autochtones. L'esclavage des Noirs a été transporté vers l'ouest pendant la « Piste des larmes ». Les communautés de Noirs affranchis se battant pour la terre, la citoyenneté et la reconnaissance. Le vol des richesses pétrolières des enfants noirs propriétaires terriens par le biais d'escroqueries liées à la tutelle. La destruction du Black Wall Street à Tulsa. La prohibition a élargi les pouvoirs de la police tandis que le crime organisé s'est adapté et a pris de l'ampleur. Chaque époque utilise un langage différent, mais la structure reste la même.

C'est pourquoi les Noirs américains devraient prêter attention lorsque les citoyens autochtones sont invités à porter sur eux des documents pour éviter d'être détenus sur des terres que leurs nations gouvernaient bien avant l'existence des États-Unis. Non pas parce que nos histoires sont identiques. Mais parce que la logique est familière : l'appartenance devient conditionnelle. La citoyenneté devient une performance. Les papiers deviennent une question de survie.

Une fois qu'une société normalise l'idée que des populations entières doivent constamment prouver leur appartenance, cela ne s'arrête jamais à une seule population. Et si vous observez toute cette folie se dérouler et que vous pensez toujours que ce n'est pas notre combat, c'est que vous ne connaissez pas l'histoire.

**L'histoire n'a jamais épargné les Noirs simplement parce que nous pensions être en marge.**

*Post-scriptum :*

*Les Chroniques Covfefe avec le Dr Stacey Patton sont le lieu où le chaos américain rencontre des commentaires sans concession. Animé par la journaliste et autrice primée Dr Stacey Patton, ce podcast tranche avec le bruit ambiant grâce à des analyses pointues, un humour caustique et une vérité sans concession sur la race, la culture, la politique et le pouvoir. Chaque épisode décortique les gros titres pour exposer les doubles standards, les mensonges et l'amnésie historique qui façonnent notre époque. Si vous en avez assez des commentaires aseptisés et que vous recherchez une vision claire et tranchante, The Covfefe Chronicles vous offrira le contexte et la franchise que les médias grand public ne abordent pas.*